

Renouvellement de branchement AEP – Chaussée du Calvaire
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par la SAUR, dont le siège social se situe rue Henri Giraudeau, 17640 Vaux-Sur-Mer, en date du 8 juillet 2024,

Considérant qu'il est indispensable de régler la circulation ainsi que le stationnement Chaussée du Clavaire afin de permettre le bon déroulement d'un renouvellement de branchement AEP en toute sécurité au droit du n° 27 de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La SAUR est autorisée à réaliser un renouvellement de branchement AEP au droit du n° 27 de la Chaussée du Calvaire, du **mercredi 10 juillet 2024 au mercredi 24 juillet 2024, de 8h00 à 18h00**, selon l'avancement des travaux.

Article 2 : La circulation Chaussée du Calvaire s'effectuera par alternance, au moyen de feux tricolores, du **mercredi 10 juillet 2024 au mercredi 24 juillet 2024, de 8h00 à 18h00**, selon l'avancement des travaux.

Article 3 : La SAUR est autorisée à stationner son véhicule entre le n° 25 et le n° 27 de la Chaussée du Calvaire, en prenant garde à ne pas stationner sur le passage pour piétons, du **mercredi 10 juillet 2024 au mercredi 24 juillet 2024, de 8h00 à 18h00**, selon l'avancement des travaux.

Article 4 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

Article 5 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 6 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente.

Article 7 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 8 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, la SAUR, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

